



CBV Conseil

MATRICE ASSOCIATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

ARTEMID CONSEIL « CBV CONSEIL » Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris / Ile de France et membre de la Compagnie régionale de Versailles.
Société par action simplifiée au capital de 20 000 €. Siège social : 63, rue Marius AUFAN - 92300 Levallois Perret.
Téléphone +33 (0)1 45 26 82 82 – Facsimile +33 (0)1 47 37 01 56 – Email : contact@artemid.fr
RCS Nanterre B 478 101 470. Siret 478 101 470 00050. N° TVA intracommunautaire : FR 51 478 101 470

MATRICE ASSOCIATION
Siège social : 15 Square Vergennes
75015 PARIS

RCS PARIS 822827515

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux Membres

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MATRICE ASSOCIATION relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MATRICE ASSOCIATION à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Annexes plaquettes 2023 – Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels relatif au principe de continuité d'exploitation retenu.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la partie Observation de notre rapport, la note « Annexes plaquettes 2023 – Continuité d'exploitation » de l'annexe expose les mesures mises en place par l'association pour maintenir son activité et permettre la poursuite de son activité. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons examiné la cohérence des moyens mis en oeuvre par l'association. Nous avons également vérifié que la note de l'annexe fournissait une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LEVALLOIS-PERRET, le 09 octobre 2024

Le Commissaire aux comptes


ARTEMID CONSEIL, représenté par
Christian VAINGNEDROYE

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	1 613 282		1 613 282	1 613 282
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	164 905	112 882	52 023	74 704
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	16 500		16 500	8 250
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	9 516		9 516	100 471
	Autres immobilisations financières	97 494		97 494	51 976
TOTAL (II)		1 901 696	112 882	1 788 814	1 848 683
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 950		1 950	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	799 866	149 594	650 272	1 360 351
	Autres créances	565 980		565 980	1 300 737
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15		15	15
	DISPONIBILITES	480 203		480 203	105 774
	Charges constatées d'avance				16 103
	TOTAL (III)	1 848 014	149 594	1 698 420	2 782 981
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 749 710	262 476	3 487 234	4 631 663
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				107 010	152 447
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d' émission, de fusion, d' apport ... Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(631 332)	(534 402)
	Résultat de l'exercice	(1 151 553)	(96 929)
	Subventions d'investissement		1
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	(1 782 884)	(631 330)
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs	1 750 000	1 750 000
	Avances conditionnées	1 167 078	1 167 078
	Total des autres fonds propres	2 917 078	2 917 078
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires	5 625	22 613
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	849 471	813 790
	Emprunts et dettes financières divers (3)	68 615	5 900
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 398	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	777 355	673 626
	Dettes fiscales et sociales	601 661	618 823
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	48 915	8 285
	Produits constatés d'avance (1)		202 880
	Total des dettes	2 353 040	2 345 915
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 487 234	4 631 663
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(1 151 552,79)	(96 929,45)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		2 005 426	1 871 450
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		256 000	
(3) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

				31/12/2023	31/12/2022
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 532 273		1 532 273	2 955 556
	Montant net du chiffre d'affaires	1 532 273		1 532 273	2 955 556
	Production stockée				
	Production immobilisée				146 536
	Subventions d'exploitation			1 115 479	1 358 853
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			1 011	1 403
	Autres produits			632	101
	Total des produits d'exploitation (1)			2 649 396	4 462 449
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			25	
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				73
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 167 555	1 840 274
	Impôts, taxes et versements assimilés			87 940	93 017
	Salaires et traitements			1 763 009	1 960 883
	Charges sociales du personnel			500 099	532 966
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			33 052	31 458
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant			143 069	
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			413	9
	Total des charges d'exploitation (2)			3 695 162	4 458 680
	RESULTAT D'EXPLOITATION			(1 045 766)	3 768

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 045 766)	3 768
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	240	279
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	33 200	
	Différences positives de change	4	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		33 443	279
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	101 272	100 673
	Différences négatives de change	9	2
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		101 280	100 676
RESULTAT FINANCIER		(67 837)	(100 397)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(1 113 603)	(96 628)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 499	
	Sur opérations en capital	21 201	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	23 700	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 223	300
	Sur opérations en capital	54 427	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1
	Total des charges exceptionnelles	61 650	301
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(37 950)	(301)
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		2 706 539	4 462 728
TOTAL DES CHARGES		3 858 092	4 559 657
RESULTAT DE L'EXERCICE		(1 151 553)	(96 929)

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées		
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		

Annexe libre

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

ANNEXES PLAQUETTES 2023

Fondé en 2016, Matrice est un centre d'innovation technologique et sociale, qui pense, opère et accompagne des projets engagés au service d'un monde plus juste, efficient et soutenable.

Notre objectif est d'inventer et fabriquer les modèles des 30 prochaines années. Matrice s'affranchit des lignes de partage classiques, et croise les savoirs et les expertises pour bâtir les solutions les plus impactantes possibles qui font converger progrès humain et technologique. Spécialistes de la conception, du lancement et du pilotage de projets complexes, nous mettons au cœur de notre action le numérique, l'entrepreneuriat, les sciences et l'art.

Le numérique, que nous voulons responsable et que nous ne concevons pas seulement comme une suite d'outils, d'algorithmes et de technologies, mais comme un environnement social qui détermine nos manières de voir le monde, lire, écrire, penser et créer, afin de dessiner des futurs souhaitables.

L'entrepreneuriat, qui est central pour porter les innovations de demain, soit par la création d'entreprises dans de multiples domaines – numérique, artisanat, agroécologie... –, soit en appliquant ses méthodes pour porter des projets permettant de transformer une organisation, valoriser la recherche publique ou encore créer des dispositifs artistiques novateurs.

Les sciences et sciences humaines, pour inscrire nos projets dans la société, sa réalité, ses représentations et ses attentes. La technologie et l'innovation ne doivent pas être des fuites en avant. Cela suppose d'étudier la société avec des méthodes scientifiques et de la comprendre pour fabriquer des savoirs, des imaginaires et des solutions pertinentes, technologiques ou non.

L'art, prisme à travers lequel nous considérons les mutations du contemporain et inspiration qui nourrit nos processus d'innovation. Car pour créer les modèles de demain, il faut d'abord commencer par les rêver, en explorant et en croisant la multiplicité des références culturelles et des formes artistiques.

Notre mission s'incarne dans 3 grands types d'activités :

Des programmes d'innovation et de recherche, pour accompagner des entreprises et institutions publiques dans leur transformation numérique, organisationnelle, stratégique ou sociale à travers des projets sur -mesure.

Des programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat destinés aux entrepreneur·e·s souhaitant déployer un projet innovant, ambitieux, mais aussi responsable, dans un cadre collectif. Ces programmes nous amènent parfois à embarquer nous-mêmes dans des aventures entrepreneuriales nous mêmes.

Annexe libre

Des programmes de formation aux métiers du numérique à destination de demandeur·euse·s d'emploi et de personnes en reconversion professionnelle.

Analyse des immobilisations

L'ambition de Matrice est de développer des outils puissants, qui permettent à toute notre communauté de se mobiliser pour tout programme d'innovation ou de formation que nous lançons. Pour cela, nous avons dû investir dans nos outils informatiques et pédagogiques pour structurer et se donner les moyens de notre ambition.

Pour nous accompagner dans cet investissement, nous avons le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations. À travers le PIA IFPAI, nous sommes co-financés sur nos coûts de développement d'ingénierie pédagogique sur les exercices 2022, 2023 et 2024, pour un montant de 2 723 184 €, lorsque les modules ont été développés et déployés.

Sur les exercices 2020, 2021 et 2022, Matrice a fléchi 1 612 532 € de dépenses pour investir et développer ces outils. C'est un investissement qui a été fait avec la conviction qu'ils seront générateurs de recettes sur les exercices à venir. Plus précisément, Matrice a identifié 387 219€ de dépenses de recherche et développement investis en 2020 et 860 776 € de dépenses en 2021, en fléchant du temps de travail des équipes, ainsi que des prestations effectuées. Ce travail d'investissement a continué en 2022 pour un total de 364 536€ de dépenses immobilisées. En 2023, nous n'avons pas immobilisé de nouvelles dépenses.

Les amortissements sont comptabilisés à partir de la date de mise en service et de la commercialisation de la plateforme, soit au début du second semestre 2024. La durée d'investissement de la plateforme a été modélisée sur 5 ans.

Explication sur la nature des autres fonds propres (titres associatifs) :

Matrice Association a effectué deux levées de titres associatifs en 2020 et 2021 pour un montant total de 1 751 777 €.

Conformément à l'article L. 213-8 L* les contrats d'émission d'obligations mentionnées prévoient que celles-ci ne sont remboursables qu'à échéance conditionnée à la constitution, depuis la date de l'émission, d'excédents dépassant le montant nominal de l'émission, nets des éventuels déficits constitués durant la même période. Ces obligations constituent donc des créances de dernier rang, émises sous forme nominative, et ne sont remboursables qu'à l'issue d'un délai minimal de sept ans.

Détails des subventions 2023 :

Annexe libre

OBJET	FINANCEURS	Montant comptabilisé 2023
IFPAI	PIA 3	924 291 €
PM'UP	Région Île-de-France	75 218 €
Dialogue Social	ANACT	35 560 €
AMI Fret & Logistique (Eplei)	Région Île-de-France	28 412 €
Aide à l'emploi	Etat français	25 000 €
MOM - Amazonie Spatiale	MOM	25 000 €
Toulouse - Amazonies Spatiales	Mairie de Toulouse	2 000 €
		1 115 480 €

Règles et Méthodes Comptables

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 487 234** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 706 539** euros et un total **charges** de **3 858 092** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-1 151 553** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 613 282					1 613 282
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 613 282					1 613 282
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	43 767		2 400			46 167
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	110 767		7 971			118 738
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	154 534		10 371			164 905	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	41 450		8 250		33 200	16 500
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	152 447		364 101		409 538	107 010
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	193 897		372 351		442 738	123 510
TOTAL		1 961 713		382 722		442 738	1 901 696

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	22 018	9 290		31 308
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	57 812	23 761		81 574
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		79 830	33 052		112 882
TOTAL		79 830	33 052		112 882

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

Frais d'établissement et de développement						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
TOTAL IMMOB INCORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.						
Instal. technique matériel outillage industriels						
Instal générales Agenct aménagt divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique, mobilier						
Emballages récupérables, divers						
TOTAL IMMOB CORPORELLES						
Frais d'acquisition de titres de participation						
TOTAL						
TOTAL GENERAL NON VENTILE						

--

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	1		1	
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	1		1	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>	33 200		33 200	
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	6 525	143 069		149 594
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	39 725	143 069	33 200	149 594
TOTAL GENERAL		39 726	143 069	33 201	149 594
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			143 069	33 200	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	9 516	9 516	
	Autres immobilisations financières	97 494	97 494	
	Clients douteux ou litigieux	179 513	179 513	
	Autres créances clients	620 353	620 353	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	540	540	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	128 032	128 032	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	379 573	379 573	
	Groupe et associés (2)	22 500	22 500	
	Débiteurs divers	35 335	35 335	
	Charges constatées d'avances			
	TOTAL DES CREANCES	1 472 855	1 472 855	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice	309 957		
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice	400 912		
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	22 500		

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)	5 625	5 625		
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	256 000	256 000		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	593 471	247 256	346 215	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	68 615	68 615		
	Fournisseurs et comptes rattachés	777 355	777 355		
	Personnel et comptes rattachés	82 528	82 528		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	267 495	267 495		
	Impôts sur les bénéfices	2 207	2 207		
	Taxes sur la valeur ajoutée	222 344	222 344		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	27 088	27 088		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	48 915	48 915		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	2 351 642	2 005 426	346 215	
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	232 534			
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		379 573
Autres créances <i>ETAT SUBVENTIONS A RECEVOIR</i>	379 573	379 573

Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		181 842
Autres emprunts obligataires <i>INT.COURUS SUR TITRES ASSOCIA.</i>	5 625	5 625
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INT.COURUS AUPRES DES ETABL DE CREDIT</i>	3 342	3 342
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE</i>	1 324	1 324
Dettes fiscales et sociales <i>DETTES PROV. CONG??S ?? PAYER</i> <i>PROVISION RTT</i> <i>CHGES SOCIALES CONG??S ?? PAYER</i> <i>PROV SUR CHARGES RTT</i> <i>CHARGES ?? PAYER</i> <i>ETAT - CHARGES A PAYER TA</i> <i>ETAT - CHARGES A PAYER FPC</i>	72 194 9 960 21 543 3 016 10 448 3 267 5 084	125 511
Autres dettes <i>R.R.R. A ACCORDER, AVOIR A ETABLIR</i>	46 040	46 040

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

Charges à répartir

	Durée amortissement ou étalement	Montant Net au Début d'exercice	Mouvements de l'exercice Augmentations	Mouvements de l'exercice Diminutions	Montant Net au 31/12/2023
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Charges différées					
Frais d'acquisition des immobilisations					
Frais d'émission des emprunts					
Charges à étaler					

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2023
Capital social					
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	(534 402)	(96 929)			(631 332)
Résultat de l'exercice	(96 929)	96 929		(1 151 553)	(1 151 553)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	1			(1)	
TOTAL	(631 330)			(1 151 554)	(1 782 884)

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

¹dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 (631 330)

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif (631 330)

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (1 151 554)

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Emetteur ARTEMID Filiales intégrées globalement Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes Emetteur ARTEMID Filiales intégrées globalement	4 112	4 112	100,00	100,00				
Sous-total	4 112	4 112	<i>100,00</i>	<i>100,00</i>				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement Juridique, fiscal, social Autres								
Sous-total								
TOTAL	4 112	4 112	<i>100,00</i>	<i>100,00</i>				

--

ANNEXES PLAQUETTES 2023

Fondé en 2016, Matrice est un centre d'innovation technologique et sociale, qui pense, opère et accompagne des projets engagés au service d'un monde plus juste, efficient et soutenable.

Notre objectif est d'inventer et fabriquer les modèles des 30 prochaines années. Matrice s'affranchit des lignes de partage classiques, et croise les savoirs et les expertises pour bâtir les solutions les plus impactantes possibles qui font converger progrès humain et technologique. Spécialistes de la conception, du lancement et du pilotage de projets complexes, nous mettons au cœur de notre action le numérique, l'entrepreneuriat, les sciences et l'art.

Le numérique, que nous voulons responsable et que nous ne concevons pas seulement comme une suite d'outils, d'algorithmes et de technologies, mais comme un environnement social qui détermine nos manières de voir le monde, lire, écrire, penser et créer, afin de dessiner des futurs souhaitables.

L'entrepreneuriat, qui est central pour porter les innovations de demain, soit par la création d'entreprises dans de multiples domaines – numérique, artisanat, agroécologie... –, soit en appliquant ses méthodes pour porter des projets permettant de transformer une organisation, valoriser la recherche publique ou encore créer des dispositifs artistiques novateurs.

Les sciences et sciences humaines, pour inscrire nos projets dans la société, sa réalité, ses représentations et ses attentes. La technologie et l'innovation ne doivent pas être des fuites en avant. Cela suppose d'étudier la société avec des méthodes scientifiques et de la comprendre pour fabriquer des savoirs, des imaginaires et des solutions pertinentes, technologiques ou non.

L'art, prisme à travers lequel nous considérons les mutations du contemporain et inspiration qui nourrit nos processus d'innovation. Car pour créer les modèles de demain, il faut d'abord commencer par les rêver, en explorant et en croisant la multiplicité des références culturelles et des formes artistiques.

Notre mission s'incarne dans 3 grands types d'activités :

Des programmes d'innovation et de recherche, pour accompagner des entreprises et institutions publiques dans leur transformation numérique, organisationnelle, stratégique ou sociale à travers des projets sur-mesure.

Des programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat destinés aux entrepreneur·e·s souhaitant déployer un projet innovant, ambitieux, mais aussi responsable, dans un cadre collectif. Ces programmes nous amènent parfois à embarquer nous-mêmes dans des aventures entrepreneuriales.

Des programmes de formation aux métiers du numérique à destination de demandeur·euse·s d'emploi et de personnes en reconversion professionnelle.

Les chiffres clés de 2023 :

- Nombre de salariés au 31/12/2023 : 34
- Produit annuel : 2,6M€
- Résultat net de - 1 151 553 €

Explication du résultat négatif

Dans un environnement économique complexe et incertain, notre entreprise a su réaliser un chiffre d'affaires de 1 532 273 €, accompagné de subventions importantes s'élevant à 1 115 479 €. Malgré ces apports significatifs, les produits totaux générés en 2023 n'ont pas suffi à couvrir l'ensemble des charges, ce qui s'est traduit par un résultat net négatif de -1 151 553 €.

L'année 2023 a été marquée par des défis financiers majeurs, résultant principalement d'un démarrage tardif des activités et de la non-concrétisation de gros contrats, notamment avec des acteurs tels que le CHR d'Orléans et Google, représentant près de 800 000 € de chiffre d'affaires potentiel. En parallèle, des projets d'envergure, comme le LaborIA, ont été reportés, ce qui a directement affecté nos résultats financiers. Ces décalages ont empêché l'entreprise d'atteindre ses objectifs de revenus prévus pour 2023, mais la réalisation de ces projets promet d'importantes opportunités de croissance pour 2024 et 2025.

De plus, le déménagement de nos locaux a représenté une charge exceptionnelle significative. Ce processus a engendré des frais liés à la logistique, aux aménagements des nouveaux locaux, ainsi qu'à l'installation de nouvelles infrastructures techniques, nécessaires pour garantir la continuité de nos activités. Nous avons également dû faire face à des coûts significatifs liés à l'activité de formation numérique, que nous avons finalement dû interrompre, générant ainsi des pertes importantes que Matrice Association a dû absorber.

Par ailleurs, nous avons subi des charges considérables en raison d'un turnover élevé au sein de nos équipes. La rotation fréquente du personnel a entraîné des dépenses supplémentaires liées aux processus de recrutement répétés, à la formation des nouveaux collaborateurs, ainsi qu'à une baisse temporaire de productivité durant les périodes de transition.

Analyse des immobilisations

L'ambition de Matrice est de développer des outils puissants, qui permettent à toute notre communauté de se mobiliser pour tout programme d'innovation ou de formation que nous lançons. Pour cela, nous avons dû investir dans nos outils informatiques et pédagogiques pour structurer et se donner les moyens de notre ambition.

Pour nous accompagner dans cet investissement, nous avons le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations. À travers le PIA IFPAI, nous sommes co-financés sur nos coûts de développement d'ingénierie pédagogique sur les exercices 2022, 2023 et 2024, pour un montant de 2 723 184 €, lorsque les modules ont été développés et déployés.

Sur les exercices 2020, 2021 et 2022, Matrice a fléchi 1 612 532 € de dépenses pour investir et développer ces outils. C'est un investissement qui a été fait avec la conviction qu'ils seront générateurs de recettes sur les exercices à venir. Plus précisément, Matrice a identifié 387 219€ de dépenses de recherche et développement investis en 2020 et 860 776 € de dépenses en 2021, en fléchant du temps de travail des équipes, ainsi que des prestations effectuées. Ce travail d'investissement a continué en 2022 pour un total de 364 536€ de dépenses immobilisées. En 2023, nous n'avons pas immobilisé de nouvelles dépenses.

Les amortissements sont comptabilisés à partir de la date de mise en service et de la commercialisation de la plateforme, soit au début du second semestre 2024. La durée d'investissement de la plateforme a été modélisée sur 5 ans.

Explication sur la nature des autres fonds propres (titres associatifs) :

Matrice Association a effectué deux levées de titres associatifs en 2020 et 2021 pour un montant total de 1 750 000€.

Conformément à l'article L. 213-8 L* les contrats d'émission d'obligations mentionnées prévoient que celles-ci ne sont remboursables qu'à échéance conditionnée à la constitution, depuis la date de l'émission, d'excédents dépassant le montant nominal de l'émission, nets des éventuels déficits constitués durant la même période. Ces obligations constituent donc des créances de dernier rang, émises sous forme nominative, et ne sont remboursables qu'à l'issue d'un délai minimal de sept ans.

Détails des subventions 2023 :

OBJET	FINANCEURS	Montant comptabilisé 2023
IFPAI	PIA 3	924 291 €
PM'UP	Région Île-de-France	75 218 €
Dialogue Social	ANACT	35 560 €
AMI Fret & Logistique (Eplei)	Région Île-de-France	28 412 €
Aide à l'emploi	Etat français	25 000 €
MOM - Amazonie Spatiale	MOM	25 000 €
Toulouse - Amazonies Spatiales	Mairie de Toulouse	2 000 €
		1 115 480 €

Endettement Matrice

Au 30/06/2024, nous avons un endettement total de 4,79M€ (dont court terme 2024 : 580k)

Détail dettes bancaires au 30/06/2024 : 487 080 € (dont court terme 2024 : 120k)

- PGE (350k) : 183k
- BPI (350k) : 298k
- France active (80k) : 10k
- Banque Populaire (150k) : 47k
- Société générale (120k) : Terminé !

Détail des dettes quasi-fonds propres en titres associatifs au 30/06/2024: 2 047 813 € (dont court terme 2024 : 90k)

Levée 1 - 2020 (750k) : INCO (250k) et NOVESS - Mandarine Gestion (500k)

Levée 2 - 2021 (1M) : AVIVA - Abeille Impact Investing (250k), INCO (250k), INVESS - Esfin Gestion (250k), NOVESS - Mandarine Gestion (250k)

Autres dettes :

- Dette avance remboursable IFPAI 1 167 079€ (dont court terme 2024 : 0k)
- Dettes fournisseurs (hors loyers) au 30/06/2024 : 120K€ (dont court terme 2024 : 120k)
- Dettes loyers au 30/06/2024 : 640K€ (dont court terme 2024 : 160k)
- Dette sociale URSSAF au 30/06/2024 : 330K€ (dont court terme 2024 : 89k)

Continuité d'exploitation

L'association présente des comptes avec l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Nous avons un objectif de produit d'exploitation pour 2024 de **3,2M€ dont 1,6M€ chiffre d'affaires**. Afin d'atteindre ces objectifs, nous avons rationalisé notre équipe, simplifié et amélioré nos offres, et mis en place de nouveaux outils de suivi. À fin septembre, nous avons **facturé 840k€ et sécurisé plus de 1,35M€ de CA soit 83% des objectifs**. De plus, nous avons des accords de principe nous permettant d'atteindre 93% de l'objectif.

Opportunités de CA par trimestre par taux de commercialisation :

	T1	T2	T3	T4	Total	Total cumulé	%	% cumulé
100%	209 946 €	426 281 €	212 406 €	179 750 €	1 028 383 €	1 028 383 €	63,30%	63,30%
95%	- €	- €	- €	329 911 €	329 911 €	1 358 295 €	20,31%	83,60%
80%	- €	- €	- €	145 600 €	145 600 €	1 503 895 €	8,96%	92,56%
50%	- €	- €	- €	87 500 €	87 500 €	1 591 395 €	5,39%	97,95%
20%	- €	- €	- €	21 000 €	21 000 €	1 612 395 €	1,29%	99,24%
10%	- €	- €	- €	11 600 €	11 600 €	1 623 995 €	0,71%	99,96%
1%	- €	- €	- €	700 €	700 €	1 624 695 €	0,04%	100,00%
	209 946 €	426 281 €	212 406 €	776 061 €	1 624 695 €	1 624 695 €	100,00%	
	209 946 €	636 227 €	848 633 €	1 624 695 €				

Surtout, nous avons sécurisé **100% des 1,5M d'objectifs de subvention 2024**. Cela nous donne une réelle **visibilité et solidité financière** pour cette année. **Donc au total, ce sont plus de 2,9M€ de produits sécurisés sur 2024, soit 92% de l'objectif de 3,2M€.**

En ce qui concerne les charges, grâce à l'ensemble des efforts déployés et aux changements stratégiques mis en place, nous constatons une nette diminution dans toutes les catégories de charges, à l'exception des dotations aux amortissements. Ces dernières sont comptabilisées à partir de la mise en service et de la commercialisation de notre investissement de plateforme, prévues pour le début du second semestre 2024.

	2022	2023	2024
Loyers et charges locatives	374 390 €	324 680 €	263 936 €
Charges variables (prestation)	1 231 846 €	529 563 €	356 274 €
Autres achats et charges fixes (dont charges courantes)	234 120 €	313 751 €	250 275 €
Rémunération des salariés et cotisations sociales	2 493 849 €	2 263 108 €	1 841 720 €
Autres impôts et taxes	93 017 €	87 939 €	52 763 €
Dotations aux amortissements	31 458 €	33 052 €	215 104 €
Dotation aux dépréciations/Provisions (variables)		143 069 €	100 000 €
Charges financières	100 676 €	101 279 €	91 959 €
Charges exceptionnelles	301 €	61 651 €	
TOTAL DES CHARGES	4 558 162 €	3 858 092 €	3 172 032 €

Analyse atterrissage 2024

Nous anticipons un atterrissage comptable positif pour 2024 ainsi que pour les exercices suivants. Le compte de résultat intègre des subventions à hauteur de 1,576M€. Nous attendons l'instruction finale de l'IFPAI pour confirmer le montant définitif à comptabiliser, avec la perspective que la remontée de 780k€ soit validée. Nous prévoyons un chiffre d'affaires de 1,63M€ pour l'année. Sur ce montant, la contractualisation pour le développement de notre LMS avec l'AFDAS, estimée à 2M€ sur les prochaines années, est attendue en octobre. **Sur ces 2M€, nous comptabilisons 300k€ d'ici la fin de l'année pour cette prestation. Le marché étant en cours de publication, il est possible que l'attribution soit décalée d'environ 1 mois, mais les 300k comptabilisés sont déjà une version conservatrice.**

Les charges sont plus précisément maîtrisées et intègrent les évolutions à la baisse de la masse salariale (y compris les provisions pour les variables collectifs), et les dotations aux amortissements qui seront comptabilisées à partir du second semestre 2024 et pour 5 ans.

Enfin, nous avons été retenus dans des marchés cadres qui nous garantissent du CA sur plusieurs années.

Comptes de résultats prévisionnels sur 5 ans :

	12/31/2023	12/31/2024	12/31/2025	12/31/2026	12/31/2027	12/31/2028
Effectif en ETP	38	28	22	25	27	28
Effectif fin d'année	34	22	25	28	30	32
Chiffre d'Affaires	1 532 273 €	1 630 000 €	2 037 500 €	2 546 875 €	2 801 563 €	2 941 641 €
Production Immobilisée						
Achat études et prestations	529 563 €	331 969 €	298 773 €	328 650 €	361 515 €	397 666 €
Loyer et charges locatives	324 680 €	275 936 €	357 264 €	357 264 €	357 264 €	357 264 €
Autres achats & charges externes	313 751 €	256 972 €	269 820 €	283 311 €	297 477 €	312 351 €
Valeur ajoutée	364 279 €	765 123 €	1 111 643 €	1 577 650 €	1 785 307 €	1 874 360 €
Subventions d'exploitation	1 115 480 €	1 560 518 €	800 000 €	500 000 €	500 000 €	300 000 €
Salaires et traitements brut	1 763 008 €	1 338 470 €	1 003 853 €	1 054 045 €	1 106 748 €	1 162 085 €
Cotisations patronales	500 100 €	503 250 €	377 437 €	396 309 €	435 940 €	457 737 €
Impot et versement assimilé	87 939 €	52 763 €	58 040 €	63 844 €	70 228 €	77 251 €
Excédent brut d'exploitation	-871 288 €	431 157 €	472 313 €	563 451 €	672 391 €	477 286 €
Autres produits	1 643 €					
Dotations aux amortissements	33 052 €	215 104 €	322 656 €	322 656 €	322 656 €	200 000 €
Dotations aux dépréciations/provisions (variables)	143 069 €	100 000 €				
Charges de gestion courante						
Résultat d'exploitation	-1 045 766 €	116 053 €	149 657 €	240 795 €	349 734 €	277 286 €
Produits financiers	33 442 €					
Charges Financières	101 279 €	91 959 €	87 861 €	84 390 €	72 740 €	31 388 €
Résultat Avant Impôts	-1 113 603 €	24 094 €	61 796 €	156 405 €	276 994 €	245 898 €
Produits exceptionnels	23 701 €					
Charges exceptionnelles	61 651 €					
IS				39 101 €	69 249 €	61 475 €
Résultat Net	-1 151 553 €	24 094 €	61 796 €	117 304 €	207 746 €	184 424 €
CAF	-975 432 €	239 198 €	384 452 €	439 960 €	530 402 €	384 424 €

Mesures de redressement et trésorerie 2024 :

Conscients de la situation, nous avons entrepris depuis plusieurs mois un travail rigoureux pour stabiliser la trésorerie et identifier de nouvelles opportunités, tant en termes de chiffre d'affaires que de subventions. Une restructuration des effectifs a été amorcée, et nous avons réduit notre personnel à une vingtaine de collaborateurs à la rentrée de septembre 2024, ce qui permettra de réduire considérablement la masse salariale et ainsi alléger les charges fixes.

Nous avons également mis en place des financements spécifiques pour pallier les tensions de trésorerie. Plusieurs efforts ont été fournis par nos partenaires extérieurs, comme les fournisseurs et les banques, qui ont accepté des décalages de paiement et des ajustements de créances. Par exemple, une ligne de Dailly de 155 000 € a été ouverte entre juillet 2023 et juillet 2024, ainsi qu'une autre ligne de 300 000 € avec BNP Paribas. De plus, un prêt de 50 000 € a été accordé par une entreprise partenaire - cela marque la confiance qu'elle avait dans nos opportunités futures - et nos investisseurs ont consenti à ce que le règlement des intérêts des TA de 2023 et 2024 soit reporté à décembre 2024, lorsque nous disposerons d'une trésorerie plus stable. Ces mesures, associées à un contrôle rigoureux de nos dépenses et à la concrétisation des projets reportés, nous placent sur une trajectoire positive pour retrouver l'équilibre financier et saisir les opportunités de croissance en 2024-2025.

À fin septembre, une nouvelle ligne de dailly de 300 000 € a été validée par la BNP, nous permettant d'atteindre une trésorerie de 300 000 € début octobre.

Par ailleurs, nous avons soumis en septembre notre dernière remontée de fonds, à hauteur de 780 000 €. Cette demande est actuellement en phase d'instruction, avec un encaissement estimé entre fin novembre et courant décembre.

La courbe de trésorerie suivante prévoit un encaissement conservateur de l'IFPAI en décembre. **Il inclut également le remboursement total des intérêts de nos titres associatifs, le remboursement de la ligne Dailly avec intérêts, le règlement complet de nos dettes fournisseurs, ainsi qu'une partie de notre dette sociale (le reste de celle-ci étant estimé à 230 k€ lissée sur l'année 2025).**

